

PETITE BIBLIOTHÈQUE N° 105

(SUPPLÉMENT À LA « LETTRE DES AMIS » N° 166)

UN LIEU DE MÉMOIRE :
LE MONUMENT DES TROIS MARÉCHAUX
À SAINT-GAUDENS

Association
Les amis des archives
de la Haute-Garonne



Par
Marie-Louise GUILLAUMIN

Le promeneur qui découvre la ville a, en peu d'instants, la révélation qu'existe, sur le boulevard Jean Bepmale, face aux Pyrénées, un monument où s'est incarnée, par la volonté des hommes, la mémoire nationale : le monument des trois maréchaux, Foch, Joffre et Galliéni.

Dans quelles conditions a-t-il été édifié ? Par qui le projet a-t-il été initié ?

Cette intention de mémoire appartient à deux édiles : Armand de Bertrand-Pibrac, maire de Saint-Gaudens, et Maurice Alcan, maire de Valentine, tous deux désireux de commémorer en 1951 le centenaire du Maréchal Foch, et d'honorer en même temps ensemble, les trois maréchaux d'origine pyrénéenne qui s'étaient distingués pendant la guerre de 1914-1918.

Mais il est clair qu'on se trouve là en présence d'une spirale de l'individuel et du collectif, car ces trois militaires illustres ne pouvaient être dissociés des soldats qui avaient combattu tout au long du conflit, issus du peuple français, eux-mêmes représentés symboliquement sur le monument.

L'œuvre fut inaugurée le 20 octobre 1951, sous la haute présidence de Vincent Auriol, Président de la République, lui-même né à Revel (Haute-Garonne).

Pour sa réalisation, les deux maires, appuyés par leurs municipalités, avaient formé un "comité du centenaire" de Foch et du monument des trois maréchaux, enregistré au J.O. le 8 décembre 1950, dont ils étaient les co-présidents.

Placé sous le haut patronage de Vincent Auriol, il comprenait 60 membres : les Présidents de l'Union Fédérale des Anciens Combattants, de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République, du Conseil des Ministres, de l'Union Française - les Ministres des Affaires Étrangères, de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et victimes de guerre, de l'Éducation Nationale, de la France d'Outre-Mer - des sénateurs d'État - des membres des familles Foch, Joffre et Galliéni (dont Madame la Maréchale Joffre) - des militaires de haut grade : les généraux Thierry d'Argenlieu - Juin - De Lattre - l'Amiral Lacaze - des personnalités de l'Union Française - le Président du Conseil Municipal de Paris (Pierre de Gaulle) - les élus de la Haute-Garonne et de l'Assemblée Nationale (MM. Auban, Costes-Floret, Gresa, Roques) - l'Inspecteur Général de la Vème Région (M. Pelletier) - Son Éminence le Cardinal Saliège - MM. les maires de Toulouse (R. Badiou), de Tarbes, Saint-Béat (A. Auban déjà cité) et Rivesaltes - M. le Président du Conseil Général de la Haute-Garonne (M. Montel) - le Secrétaire perpétuel de l'Académie Française (M. Georges Lecomte), Madame la Maréchale Foch et les autres représentantes des familles Foch et Galliéni, le Général Weygand.

Pour mener à bien le projet, un comité d'action avait été créé sur le terrain, formé des deux maires, de trois conseillers municipaux des deux localités, du receveur des Finances, en qualité de trésorier, et de quelques personnalités locales.

Pour financer la construction du monument des trois Maréchaux et l'érection d'une statue à la mémoire de F. Foch à Valentine, également prévue par le préfet, une souscription nationale avait été lancée, les frais devant s'élever à 6 ou 7 millions pour le premier, à 3 millions pour la seconde.

Un appel fut lancé à diverses collectivités et personnalités des pays étrangers alliés, aux collectivités et personnalités d'Outre-mer qui avaient vu se développer sur leur territoire l'activité du Maréchal Joffre et du Maréchal Galliéni.

Tous les départements répondirent à l'appel : l'Oise, l'Aisne, situés sur le front de 14-18, la Seine inférieure (aujourd'hui Maritime), viennent en tête pour la participation du plus grand nombre de communes. Un effort particulier fut fait également par le Conseil Municipal de Paris et Outre-mer, sans oublier le Conseil Général de la Haute-Garonne et celui de la Creuse.

La conception et la réalisation des sculptures du monument des Trois Maréchaux furent l'œuvre de l'artiste George Guiraud, Grand Prix de Rome, d'origine toulousaine, domicilié à Paris, 77, avenue Denfert-Rochereau, choisi par concours. Le projet de l'ensemble avait été dressé par M. Lencaigne, architecte D.P.L.G., place du Parthénon, Paris 5ème.

Pour l'exécution des travaux, un marché par appel d'offres avait été organisé. Ainsi les entreprises suivantes avaient apporté leur concours : l'entreprise Loupiac, 2, rue de Reims à Toulouse, pour réaliser l'infrastructure du monument, le socle, les jardinières, la construction de murettes garde-corps, les terrassements, la maçonnerie. L'entreprise Lavigne de Saint-Béat pour d'épannelage des sculptures et la surveillance de leur mise en place.

Ainsi, les Trois Maréchaux, figures manquantes du passé 14-18, se trouvent réunis dans cette magnifique œuvre de pierre blanche de Lens (près de Nîmes).

Galliéni Joseph-Simon (1849-1916) est né à Saint-Béat (Haute-Garonne) de l'union du lieutenant Gaëtan Galliéni, d'origine italienne, issu de l'armée napoléonienne et de la fille d'un notable de la petite localité, Françoise Perisse. Gaëtan Galliéni exerçait ses fonctions au poste militaire installé pour des raisons stratégiques sur la route d'Espagne.

Élève du collège de La Flèche, puis Saint-Cyrien, Joseph-Simon Galliéni commença sa carrière en tant que sous-lieutenant dès le début de la guerre 1870-1871, et participe à la défense de la petite commune ardennaise de Bazeilles, attaquée et incendiée par les Bavares, célèbre par l'héroïque résistance de la "Maison des dernières cartouches" (1er septembre 1870) que le tableau d'Alphonse de Neuville a immortalisée. Fait prisonnier, il revint en France à la fin du conflit. Sa carrière se confondit ensuite, jusqu'à sa retraite, avec l'histoire de la IIIème République : il opéra en Afrique Occidentale (deux campagnes au Soudan : 1876-1881 et 1886-1888), au Tonkin, à Madagascar (1885-1905) qu'il pacifia. Ce grand colonial cessa ses fonctions avec le titre de généralissime-adjoint en avril 1914.

Le début du premier conflit mondial allait le remettre sur le devant de la scène. La gravité de la situation le fit rappeler le 26 août pour suppléer Joffre, chef d'État-Major, au commandement des armées et pour assurer, au poste de gouverneur militaire de Paris, la défense de la capitale menacée par l'avance allemande. Le 27, la VIème armée commandée par Maunoury, nouvellement formé par Joffre, fut mise à la disposition de Galliéni. Le 3 septembre, ce dernier lança sa célèbre proclamation à l'armée de Paris et à ses habitants :

"Les membres du gouvernement de la République ont quitté Paris pour donner une impulsion nouvelle à la défense nationale. J'ai reçu mandat de défendre Paris contre l'envahisseur. Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout" (signé : le gouverneur militaire de Paris, commandant de l'armée de Paris, Galliéni).

Le 4, il prit l'initiative d'une opération acceptée par Joffre, dont il était souvent le "maître à penser", qui allait aboutir à la victoire de la Marne. Il avait affirmé : "Il faut attaquer le 6". Commencée le 5, la manœuvre se déroula comme prévu : l'armée de Maunoury fut lancée en direction de l'Ourcq dans le flanc droit dégarni de Von Kluck (1ère armée) qui avait infléchi sa route vers Meaux (à 54 km de Paris) pour déborder la capitale et encercler les armées françaises.

Le 7, il réquisitionna les taxis parisiens pour envoyer sur le front renforts, munitions et ravitaillement. Partis de Gagny, ils conduisirent à Nanteuil-le-Haudoin les éléments des 103ème et 104ème R.I. et furent payés à la course. Cet épisode bien connu est solidement ancré dans la mémoire populaire.

Du 6 au 13 septembre se déroula la Première bataille de la Marne. "Le coup d'œil de Galliéni, la maîtrise de Joffre, l'impétuosité de Foch (dans les Marais de Saint-Gond), la volonté de Sarrail, la solidarité de French" firent leur œuvre : l'imprudence de Von Kluck ainsi exploitée, le repli de l'ennemi (15 km) s'effectua sur l'Aisne. La réalisation du Plan Allemand avait échoué, l'invasion était arrêtée. On parlera de "Miracle de la Marne", expression certainement employée pour la première fois par l'écrivain Maurice Barrès.

Cette victoire devint le premier élément de la victoire finale.

Galliéni s'éteignit le 27 mai 1916, dans une clinique de Versailles, des suites d'une opération, après avoir été Ministre de la Guerre dans le cabinet Briand (octobre 1915-mars 1916), poste qu'il avait quitté un mois avant pour raison de santé.

De son successeur au Ministère de la Guerre, le Général Roques, il reçut les suprêmes hommages dans la cour intérieure des Invalides. Le Conseil municipal de Paris s'associa à la cérémonie, apportant l'adieu solennel et reconnaissant de la population de la capitale.

Le souvenir de la Marne était encore tout frais dans les esprits.

Ses enfants le firent inhumer à Saint-Raphaël où il possédait une propriété.

En 1921, la dignité de Maréchal lui fut décernée à titre posthume.

Césaire-Joseph Joffre (1852-1931) est né à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) dans une famille modeste qui compta onze enfants. Son père était tonnelier. Très tôt, il se fit remarquer à l'école par ses facultés intellectuelles et put venir à Paris faire ses études.

En 1869, il fut reçu à l'École Polytechnique, 14ème sur 132. Entré à l'École de Guerre après la guerre de 1870-1871 au cours de laquelle il participa au siège de Paris, il devint officier du génie, spécialiste des fortifications. Plusieurs séjours coloniaux jalonnèrent ensuite sa carrière : au Tonkin, au Soudan, à Madagascar où Galliéni le remarqua et le nomma général de brigade en octobre 1901. Ce fut son dernier poste Outre-Mer.

Le mariage l'unit à une jeune fille d'origine pyrénéenne, appartenant à une famille de Tibiran-Jaunac (Hautes-Pyrénées).

Après avoir siégé au Conseil Supérieur de la guerre en homme de capacité garantie, en même temps qu'en républicain très sûr, il fut promu chef d'État-major général le 28 juillet 1911.

Les événements de juillet 1914 le trouvèrent en plein labeur : réorganisation de l'artillerie par adoption du canon 155, nouveau, et de la cavalerie par introduction d'un canon léger.

Général en chef des armées, il assura avec précision la mobilisation décrétée le 1er août par le Conseil des Ministres.

Mais les dispositions du Plan Joffre (Plan XVII) furent déjouées par la Bataille des Frontières (20-22 août 1914). Avec un très grand sang-froid, il procéda alors à la révision de sa stratégie et prépara la bataille d'arrêt. Acceptant la suggestion de Galliéni, il prit la précaution de lui assurer l'appui des Anglais, et décida par ailleurs de faire passer aussi à l'attaque les Vème, IXème, IVème et IIIème armées, cette dernière appuyée à la place de Verdun.

À la veille de la bataille, il adressa aux troupes un ordre du jour mémorable : *"Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée"*.

Joffre eut successivement raison de l'adversaire à la bataille des Flandres (octobre 1914), dans l'Argonne, dans l'Aisne en 1915, à Verdun (février-octobre 1916). La titanique bataille de Verdun avait donné la certitude que les Allemands "ne passeraient pas".

Le 29 septembre 1916, le général en chef faisait connaître dans son ordre de jour : *"Verdun dégagé, 25 villages reconquis, plus de trente-cinq mille prisonniers, cent cinquante canons pris, les lignes successives de l'ennemi enfoncées, tels furent les résultats obtenus"*.

En décembre 1915, le gouvernement d'A. Briand, dont il avait la confiance, lui avait donné le titre de commandant en chef des armées françaises, ce qui lui permit également de diriger le front de Macédoine, qui prit toute son importance à la fin du conflit.

Mais la guerre de tranchées se prolongeait, la stratégie d'épuisement échouait, les tentatives de percée n'aboutissaient pas. L'opinion s'impatiait, la pression parlementaire se faisait de plus en plus vive sur le gouvernement, auquel on reprochait la trop grande liberté d'action laissée au "gouvernement de Chantilly", c'est-à-dire au GQG de Joffre. Ce dernier, jugé trop prudent, démissionna le 17 décembre 1916, avec un bâton de maréchal pour adoucir sa peine (26 décembre 1916) sur la proposition de Lyautey, Ministre de la Guerre.

Joffre ne tarda pas à se remettre au service du pays. En avril 1917, il fut envoyé en mission extraordinaire aux États-Unis avec René Viviani, alors Ministre de la Justice, et reçut de la population un accueil chaleureux. Il contribua ainsi au changement d'attitude du Président Wilson et à l'entrée en guerre de la grande démocratie.

Au retour, l'Académie Française l'appela à siéger parmi ses membres. Il participa assidûment aux séances d'élaboration du dictionnaire.

Rentré dans la vie privée, il employa ses loisirs à rédiger ses mémoires, vivant soit dans son bureau de l'École Militaire de Paris, en face duquel se dresse sa statue, soit dans sa propriété de Louvenciennes. Il s'éteignit en 1931.

Ferdinand Foch (1851-1929) né à Tarbes où la carrière de secrétaire général de la Préfecture de son père l'avait amené, fut aussi un enfant de Valentine (Haute-Garonne) par sa famille paternelle qui y était présente depuis le XVIIIème siècle. Par sa mère, Jacqueline Dupré, née à Argelès-Gazost en 1813, le Maréchal avait par ailleurs des attaches bigourdanes.

Polytechnicien, entré à l'École de guerre, général en 1907, la déclaration de guerre du 3 août 1914 le trouva à la tête du 20ème corps à Nancy, puis général d'armée à la Marne, où il s'illustra dans les marais de Saint-Gond.

En 1916, il dirigea la bataille prévue sur la Somme par Joffre en février, avec l'assentiment du nouveau commandant en chef britannique Douglas-Haig, obtenu trois jours avant le déclenchement de l'attaque de Falkenhayn à Verdun (21 février). Maintenu avec une participation française réduite, cette offensive desserra la pression sur Verdun, assura des succès partiels, répétés à de brefs intervalles, mais ne put entraîner la rupture de front (1er juillet-octobre 1916). Faibles gains territoriaux et lourdes pertes amenèrent la disgrâce de Foch, bientôt suivie de celle de Joffre.

Au printemps 1917, après l'échec des attaques de Nivelle au chemin des Dames et en Champagne, il devint conseiller technique du gouvernement, puis chef d'État-major interallié (septembre 1917), ce qui lui valut d'être appelé en Italie après le désastre de Caporetto (octobre 1917).

Enfin, le 26 mars 1918, devant la gravité de la situation en Picardie, il fut chargé, à la conférence de Doullens, de "coordonner l'action des armées alliées sur le front Ouest" en présence du Président de la République Poincaré, et du Président du Conseil, G. Clémenceau, puis, après une nouvelle conférence à Beauvais, nommé Général en chef des Armées Alliées (14 avril).

Son mot d'ordre fut : "Pas de recul, pas de relèves, il faut tenir, tenir, tenir, durer", pour galvaniser les courages.

L'effort permit de sauver Amiens, de ressouder le front. Mais après la perte du chemin des Dames (27 mars), l'offensive allemande se développait victorieusement en direction de la Marne atteinte le 30 mai à Château-Thierry, à 65 km de la capitale, tandis que cette dernière se trouvait sous le feu des Taube et de la "Grosse Bertha", énorme canon tapi dans la forêt de Compiègne.

Dans ce retour à la guerre de mouvement qui marqua l'année 18, la riposte de Foch aboutit à la deuxième victoire de la Marne (juillet), tournant de la guerre. Foch écrivit alors : *"le moment est venu de quitter l'attitude défensive imposée par l'infériorité numérique et de passer à l'offensive"*. Les Américains étaient arrivés, et les tanks aussi.

La situation allait se renverser, l'initiative ravie par les Alliés à Ludendorff, qui observa : "le 8 août est le jour de deuil pour l'armée allemande" contrainte à reculer dans le secteur de Montdidier.

En plein accord avec Clémenceau et les Alliés, Foch annonça le 30 août l'action générale pour le 26 septembre.

Il était maréchal de France depuis le 6 août. Trois grandes offensives décisives provoquèrent le repli allemand derrière la Meuse et l'Escaut.

En même temps, la victoire changeait de camp également sur les autres fronts. Des armistices étaient signés en cascade.

Le Maréchal Foch, qui avait été chargé de définir les conditions militaires de l'armistice avec l'Allemagne, acceptées sans difficultés par les Alliés et transmises à l'ennemi le 5 novembre, quitta son QG de Senlis le 6, avec son chef d'État-Major et quelques officiers, pour la forêt de Compiègne où la délégation de Berlin arrivée le 7 novembre fut reçue le 8 dans le Wagon de Rethondes. Elle apprit par radio le 9 que la révolution avait balayé Guillaume II et que le socialiste Ebert avait constitué un gouvernement. L'ordre de signer lui parvint de l'État-Major de Spa par trois officiers et fut confirmé par un télégramme du pouvoir politique. On discuta encore dans la nuit du 10 au 11, mais à 5 heures du matin, la convention d'armistice était signée. Foch lança l'ordre de cesser le feu à 11 heures.

Au seuil de l'ouverture de la négociation, il était déclaré : "quand les résultats sont atteints, personne n'a le droit de faire couler une goutte de sang". L'objectif était atteint, le 12, il adressait aux combattants l'ordre du jour qui rendait hommage aux officiers et soldats des armées alliées : *"Après avoir résolument arrêté l'ennemi, vous l'avez, pendant des mois, avec une foi et une énergie inlassables, attaqué sans répit. Vous avez gagné la plus grande bataille de l'Histoire et sauvé la cause la plus sacrée : la liberté du monde. Soyez fiers !*

D'une gloire immortelle, vous avez paré vos drapeaux. La postérité vous garde sa reconnaissance".

Revenu à la vie civile, il entra lui aussi à l'Académie Française en 1918. Il mourut en 1929.

Paris, 14 juillet 1919 :

Clémenceau avait voulu que, pendant la conférence de la Paix (18 janvier-28 juin 1919), la Fête Nationale soit la Fête de la Victoire, en hommage aux combattants morts et vivants de la "grande guerre". De la porte de Maillot à la place de la République, au milieu des vivats d'une foule énorme, se déroula un immense défilé militaire bariolé : l'armée française conduite par Foch et Joffre (arrivé de la Bourboule où il était en cure) précédait les détachements de tous les pays vainqueurs.

Sous la voute de l'Arc de Triomphe, se dressait un cénotaphe de 18 m de haut avec cette inscription sur ses 4 côtés : "Aux morts pour la Patrie".

Par un temps radieux, Foch en tunique bleu horizon, monté sur son cheval Emir, et Joffre, dolman noir et pantalon rouge, venu de la barrière de Neuilly, passèrent sur leur monture, saluant la foule de leur bâton de maréchal.

La manifestation était chargée d'une forte signification symbolique : la République Victorieuse sortait grandie et affermie de l'épreuve du feu qui avait duré plus de 4 ans. Les Français nourrissaient l'illusion que leur nation avait retrouvé sa prépondérance mondiale d'antan et que la grande guerre serait la "der de der". Elle avait entraîné la mort de 1.400.000 Français, soit en moyenne 890 décès par jour sur 1560 jours de guerre.

Trente deux ans s'étaient écoulés depuis cette grande journée du 14 juillet 1919 lorsque, le 20 octobre 1951, à Saint-Gaudens, fut célébré dans un même élan de fierté et de respect, le souvenir des trois illustres maréchaux pyrénéens de 14-18, associé, dans la pierre et les esprits, à celui de tous ceux et toutes celles qui avaient défendu la liberté.

L'inauguration solennelle du monument eut lieu en même temps que celle de la statue du Maréchal Foch à Valentine, sous la haute présidence du Président de la République Vincent Auriol, accompagné de personnalités civiles et militaires, le programme des cérémonies avait été élaboré avec précision, pour qu'elles se déroulent dans la matinée du samedi 20, d'abord à Valentine, ensuite à Saint-Gaudens.

Toutes dispositions avaient été prises par les deux municipalités.

Le plan d'ensemble établi en mairie de Saint-Gaudens prévoyait des emplacements réservés pour les établissements scolaires, écoles primaires, sociétés locales, face au monument, ou de chaque côté de celui-ci. De même pour les groupements participant à la cérémonie : la troupe, la musique et la Flotte, l'Harmonie Municipale, l'Estudiantina, les Troubadours du Comminges, les Anciens Combattants et Prisonniers de guerre, les Résistants et leur Amicale, les Grands Invalides décorés.

Les commandes de matériel avaient été passées au plus juste prix, après consultation de différentes entreprises. Ainsi, la Société Parisienne entrepose, rue de Courcelles, fournit les tribunes installées sur l'Esplanade Bepmale.

Les éléments nécessaires à la décoration du hall des voyageurs de la gare où arrivait le cortège présidentiel furent prêtés gratuitement par la S.N.C.F., en particulier le tapis rouge et les tentures portières. Les drapeaux tricolores (150) et alliés (56) qui flottèrent sur la ville furent, soit mis à la disposition par la municipalité de Toulouse, soit commandés "aux Trois Quartiers" à Paris.

Pour les installer, 210 mâts furent placés dans la cour de la gare, sur l'avenue de la gare, l'avenue des Pyrénées, le boulevard Pasteur, l'avenue Foch et la côte de Valentine, le boulevard Bepmale, le boulevard du Nord, la rue de la Sous-Préfecture, au monument aux Morts et à la Grande Halle.

Des arcs de triomphe furent dressés sur les points importants du passage des officiers. La décoration avait été confiée à la "Maison Balagna", la mise en place des plantes vertes et du podium pour la musique, aux services municipaux.

La population était invitée à pavoiser les immeubles avenue Foch, boulevard Bepmale, en utilisant drapeaux, tentures, tapisseries, verdure. Pour faciliter l'opération un lot de 300 drapeaux avait été proposé gracieusement par la ville, et deux responsables choisis pour s'en occuper : Mlle Camps, directrice de l'École de Filles avenue Foch, M. Dupuy, directeur de l'établissement de bains boulevard Bepmale.

Sur le trajet du cortège, les élèves des différents établissements Saint-Gaudinois seraient disposés de chaque côté, sur le boulevard Bepmale, le Lycée de Garçons, sur l'avenue de Luchon, le Lycée de Filles, sur l'avenue Pasteur, l'école privée de Sainte-Thérèse, les écoles communales de garçons et filles, et l'école libre de garçons.

Pour le voyage présidentiel, tout un dispositif de précautions avait été prévu. Le service d'ordre et de sécurité fut mis sur pied par le Commandant de Police de la région de Toulouse. Une lettre de ce fonctionnaire à Monsieur le Maire de Saint-Gaudens datée du 18 octobre en témoigne.

Une collaboration s'était établie entre le Préfet de la Haute-Garonne et le Sous-Préfet de Saint-Gaudens. L'ensemble des instructions constituait un document de 87 pages. Il fut diffusé à tous les responsables de la subdivision militaire, de la gendarmerie, 17 destinataires au total. La circulation était minutieusement règlementée.

Il avait aussi fallu prévoir l'hébergement de la Musique de la Flotte qui intervenait dans les cérémonies. Plusieurs hôtels furent retenus à Barbazan, ville d'eaux présentant l'équipement nécessaire : pour la nuit du 19 au 20, du 20 au 21, et le petit-déjeuner : l'Hôtel de France, le Terminus, l'Hôtel de la Poste, l'Hôtel Duzan. Les repas du vendredi soir, samedi et dimanche midi seraient servis par l'Hôtel Cassagne, le Central, le restaurant Cantegril à Saint-Gaudens. Deux cars assureraient le transport des musiciens entre les deux localités.

Les préparatifs terminés, la grande journée du 20 octobre arriva. De grandes affiches bleu blanc rouge en avaient annoncé le programme.

La veille, une grande retraite aux flambeaux anime la ville. Le 20 au matin, le train présidentiel en provenance de Paris stoppa à 7 h 20 en gare de Toulouse.

Le Préfet de la Haute-Garonne, les parlementaires de la Haute-Garonne, le Général commandant la région militaire, le Maire de la Ville Rose (Badiou) étaient venus saluer le Président de la République, Vincent Auriol, né à Revel (Haute-Garonne), élu à la magistrature suprême en janvier 1947, avec 33 années de vie politique derrière lui, commencée en 1914 comme député socialiste, et un passé de Grand Résistant.

La plupart de ces personnalités prirent place dans les compartiments qui leur étaient réservés pour accompagner le Chef de l'État.

À 8 h 45, à l'arrivée à Saint-Gaudens, ce dernier, souriant, fut accueilli sur le quai de la gare par le Maire et sa municipalité. Un peloton de la Garde Mobile rendit les honneurs. Un dépôt de gerbes eut lieu au monument aux morts de la SNCF. Le cortège présidentiel se rendit d'abord à Valentine où les voitures qui attendaient à la gare le conduisirent. Il y avait :

- Gaston Monnerville : Président du Conseil de la République. Radical socialiste, né à Cayenne, député de 1932 à 1940 à la chambre, élu de nouveau en 1945-46, puis conseiller de la République de Guyane de 1946 à 1948, du Lot en 1948...

- Maurice Bourguès-Maunoury, Ministre Adjoint de la Défense, des Forces armées et de l'armement, importante figure haut-garonnaise, Résistant, Compagnon de la Libération, élu député radical du département de 1946 à 1958.

- André Marie, Ministre de l'Éducation Nationale, radical-socialiste.

- Laurent Eynac, Vice-Président de l'Assemblée de l'Union Française.
- Louis Jacquinot, Président du Comité National du Centenaire, Ministre de la France d'outre-mer, indépendant, déjà Ministre de la Marine dans le gouvernement Ramadier.
- Jean Baylot, nommé Préfet de Police en avril 1951.
- Émile Pelletier, Préfet de la Haute-Garonne, Inspecteur Général d'Administration.
- Les ambassadeurs en France des États-Unis, de Grande-Bretagne, de Belgique, du Canada, d'Italie, d'Australie, du Portugal, de Grèce ou leurs représentants.
- Le Général Anglais Mac Orah.
- Le Cardinal Saliège.

Les cérémonies débutèrent à Valentine, aux accents de la Marseillaise. Le pont sur la Garonne était décoré des oriflammes des 26 Nations. Un air de fête flottait dans le petit bourg : arcs de triomphe, guirlandes, rubans tricolores coloraient les rues.

À l'arrivée du Président de la République, un peloton de Gardes Mobiles lui rendit les honneurs, et une jeune fille donna lecture d'un poème. Il procéda ensuite à l'inauguration de la statue du Maréchal Foch sur la place, monta à la tribune, écouta l'allocution du Maire, Maurice Alcan qui évoqua la carrière du grand militaire, répondit à celui-ci, avant d'aller visiter la Maison Foch dotée d'une plaque commémorative, où cinquante personnes l'accompagnèrent.

Il y pénétra après s'être recueilli, Bourges-Maunoury à ses côtés. Une remise de décorations eut lieu, suivie de la signature du Livre d'Or déposé dans la demeure natale du père de Foch et d'un vin d'honneur.

Faute de place, de nombreuses personnes étaient restées à l'extérieur, et gagnèrent la mairie où un autre vin d'honneur fut également servi.

Puis, le Président de la République quitta Valentine avec sa suite, en un long ruban de onze voitures, pour gagner Saint-Gaudens également paré, pavoisé, décoré où l'on se pressait aux fenêtres des immeubles.

Il fit halte au square Azémar devant le monument aux Morts, accueilli par le Maire-Adjoint et le Président de l'Union Française des Anciens Combattants. La sonnerie aux morts retentit, jouée par la clique de la ville. Le Président se recueillit et procéda à un dépôt de gerbe. Remontant en voiture, il se rendit par le boulevard où l'attendait le monument flambant neuf sous ses voiles.

Les honneurs lui furent rendus par trois sections de coloniaux, d'artilleurs et de sapeurs avec drapeaux. Autour, la garde d'honneur était assurée par les porte-drapeaux de sections de l'UNFAC, des Invalides de guerre et Anciens Combattants.

À 10 h 22, vint le temps fort de la cérémonie. Tandis que les équipages de la Flotte interprétaient la Marseillaise, le Président de la République passa les troupes en revue, s'arrêta devant le drapeau et enleva d'un geste solennel l'étoffe tricolore qui recouvrait l'œuvre superbe de Guiraud, face aux Pyrénées.

On vit alors, A. de Pibrac, le Maire, s'avancer vers V. Auriol pour le saluer respectueusement, ainsi que les membres présents des familles des illustres soldats ; le chef de l'État gagna la tribune élevée sur l'esplanade face au monument, où eut lieu la présentation des conseillers municipaux et des membres du Comité.

À 10 h 35, le Maire prononça son allocution : il eut d'abord des paroles de haute courtoisie pour accueillir son hôte de marque et ses accompagnants. Il exprima la fierté de la ville d'avoir su garder la mémoire des fils du même terroir. Il évoqua "la hardiesse de Foch, la fermeté de Joffre, l'audace de Gallieni" et leurs vertus ancestrales. Il présenta le Mémorial comme l'exaltation des principes des combattants de la liberté, et le symbole de "la confiance dans les valeurs éternelles de l'humanité", ajoutant que les trois maréchaux "s'inscrivent dans la longue lignée militaire que composent tant de noms pyrénéens".

Puis à son tour, Louis Jacquinet, Ministre et Président du Comité National, prit la parole. Il commenta la vie des trois chefs, mit en valeur leurs caractères différents, leurs qualités communes, et les désigna comme "les premiers chevaliers de l'union Française ayant œuvré dans ces territoires pour réaliser une synthèse qui est l'orgueil de la métropole".

Ces hommes prenaient ainsi la dimension de pionniers de l'Union Française créée par la constitution de la 4ème République (27 octobre 1946), formée d'une part par la République Française comprenant la France Métropolitaine et les départements d'Outre-Mer, et d'autre part les états associés ("De l'Union Française" article 60). L'orateur insista : *"les trois Maréchaux que nous célébrons, ce n'est pas une glorification de l'hégémonie militaire que nous avons voulue, mais un hommage à ceux qui ont travaillé uniquement à la défense de la patrie. Ils n'ont tiré leur épée que devant leur mère menacée ; c'est l'histoire d'hier, la vérité de demain. Soyons forts si nous voulons être respectés et seulement pour cette pacifique raison"*.

Ce fut alors la réponse tant attendue du Président de la République. Avec beaucoup de prestance et d'ardeur à la fois patriotique et politique, il prononça un discours plus parlé que lu, ponctué des gestes vifs de l'orateur convaincu.

Partant de l'Oraison Funèbre de Condé prononcé par Bossuet en 1687, où l'évêque de Meaux traçait en même temps le portrait de Turenne, il établit une comparaison entre le destin des trois maréchaux pyrénéens et celui des deux hommes de guerre du 17ème siècle, tous dotés, remarqua-t-il, des mêmes traits et des mêmes vertus.

Il se réjouit que *"la ville de Saint-Gaudens et tout le Comminges aient eu l'heureuse pensée d'unir dans la même pierre les trois hommes, avec une grande piété"*. Il poursuivit : *"La France, par notre présence, et les peuples libres du monde entier, par leurs ambassadeurs, leur apportent une gerbe de fidélité et de reconnaissance"*.

Dans un saisissant raccourci, il évoqua les grandes étapes *"de leur existence si bien remplie de labeur, héroïsme, sacrifices, abnégation, exemples d'ardeur patriotique et de devoirs civiques"*.

De fortes paroles clôturèrent le discours : *"À l'heure où la violence règne à travers le monde, tournons-nous vers ces Français qui n'obéissaient qu'à la France, qui ne recevaient d'autres mots d'ordre que de leur patrie, vers ces soldats valeureux et droites et vers les tombes de leurs soldats, vers celles aussi des résistants qui reprirent les combats... Retrouvons cet*

esprit de discipline social qui fait reculer l'égoïsme stupide, accorde à chacun la justice, sa part de richesse créée et de bien être légitime. Écoutons les conseils que nous donnèrent ces illustres soldats".

Cette leçon ne peut-elle pas être encore entendue de nos jours ?

En tout cas, elle suscita les bravos fervents et prolongés de l'assistance : invités assis sur les tribunes, ou debout sur l'esplanade. Le discours que venait de prononcer le chef de l'État, d'un ton vibrant et solennel, avec parfois son accent un peu chantant de méridional, laissait, comme toute la cérémonie, une profonde impression dans les esprits.

Par cette fin de matinée ensoleillée, Commingeois et habitants des bords de la Garonne allaient se disperser. Le monument, lui, continuerait à se dresser, blanc et majestueux, sur le boulevard Bepmale, et à s'intégrer dans un ensemble harmonieux : escaliers de marbre, balustrade, sur fond de montagne pyrénéenne. Pour la postérité, plus grands que nature, les maréchaux étaient là debout en tenue de campagne : Galliéni regardant vers son Val d'Aran natal, Foch vers la Bigorre, et Joffre, au loin, vers le Roussillon, le droit et la liberté toujours présents dans les gestes symboliques des personnages des hauts-reliefs.

À 11 h 05, les voitures du Chef de l'État et de son cortège présidentiel s'éloignèrent pour regagner la gare de Saint-Gaudens et se rendre à Tarbes, patrie de Foch qui ne pouvait être oubliée dans cet hommage et où d'autres cérémonies allaient se dérouler, clôturées par un discours radiodiffusé de forte portée politique prononcé par Vincent Auriol.

À Saint-Gaudens, un grand banquet républicain présidé par Louis Jacquinet réunit 600 convives sous la grande halle, précédé d'un vin d'honneur offert à 11 h 15 aux Anciens Combattants.

En même temps, d'autres manifestations avaient lieu à Valentine : réception des Anciens Combattants par l'Escoldereas Pireneos, vin d'honneur, visite de la maison familiale de Foch, grand concert par la Musique de l'Équipage de la Flotte. 21 h grand bal avec l'orchestre Bentaberry.

Le lendemain dimanche à Saint-Gaudens, un service religieux solennel fut célébré en l'honneur des trois maréchaux sur le terre-plein du monument, sous la haute direction de son Éminence le Cardinal Saliège, avec la participation de l'Estudiantina et de la Musique de la Flotte. À 14 h 30, un hommage leur fut rendu par les artistes du folklore et des sociétés de la ville, en présence d'une foule nombreuse. À 16 h, la Musique des Équipages de la Flotte donna un grand concert suivi d'un très beau feu d'artifice à 21 h, et d'un grand bal ouvert à 22 h sur la "promenade".

Symbole de la victoire alliée du 11 novembre 1918, le monument des trois maréchaux apparaît comme un des pôles de la mémoire nationale, lien vivant entre les générations, porteur du culte républicain des morts de la Grande Guerre :

"Aux combattants les armées françaises et alliées de la guerre 14-18 en la personne de leurs chefs pyrénéens les 3 Maréchaux Foch, Joffre et Galliéni".

Le boulevard Bepmale qui l'accueillit en 1951 rappelle le souvenir de celui qui, durant trente sept ans fut premier magistrat de la ville, de 1884 à 1921. À l'initiative de la

municipalité de Pierre Ortet (1995), il a été rénové, rendu aux piétons, agrémenté d'un bassin d'où jaillit un jet d'eau murmurant.

SOURCES

- Archives communales, Saint-Gaudens : 1 M 29 - 1 M 30 - 1 M 31.
- Archives départementales de la Haute-Garonne (ADHG) :
 - J 21 1951
 - J 22 "
 - J 23 "
 - J 25 "
- MOURRE M., *Dictionnaire historique*.
- RENOUVIN Pierre, *La première guerre mondiale*, Q. S.
- FERRO Marc, *La grande guerre*, Collection Idées
- BERNARD Philippe, *La fin d'un monde. 1914-1929*, Seuil.
- MIQUEL Pierre, *Clémenceau*, Taillandier.
- MARCUS Paul, *Bourgès-Maunoury, républicain indivisible*, Atlantica.